



Journée de la Paix :
"Partenariats pour la paix
- Dignité pour tous"

70 ans au service de la paix

L'ONU à la croisée des chemins





Martin Kobler s'adressant au personnel de la MONUSCO avant son départ au quartier général, à Kinshasa, le 25 septembre 2015

Photo MONUSCO/John Bomperengo

Martin Kobler, fin de mandat... Le bilan

✎ Par Charles Bambara*

Sommaire

Point de vue

- 3 La Charte des Nations Unies a 70 ans : Vers un avenir plus sûr et durable pour nous les peuples

Dossier

- 4 ONU 70 ans : Un sommet historique
6 L'ONU en quelques dates
7 Les 70 ans des Nations Unies célébrés en RDC
8 70 ans, qu'en pensent ceux qui servent le monde?
9 La présence des Nations Unies en RDC, quel impact pour la population ?

Politique

- 11 Léger remaniement du gouvernement sur fond de crise politique au sein de la Majorité présidentielle

Droit de l'Homme

- 13 La Commission nationale des droits de l'Homme de la RDC maintenant constituée : Un grand pas dans la bonne direction

Evènement

- 14 Journée de la Paix
15 Célébration journée internationale de la Paix à travers la RDC
17 2^{ème} édition de Peace One Day, dans les pays des Grands Lacs célébrée à Kigali

Vie de la Mission

- 18 Les Adieux de la MONUSCO à Martin Kobler

Interview

- 19 Martin Kobler fait son bilan

Le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Martin Kobler achève en ce mois d'octobre ses fonctions officielles dans le pays.

Pendant deux ans il s'est attelé à faire avancer la cause de la paix dans ce pays qui l'a vu arriver en Août 2013. Un pays qu'il a découvert, et aimé, "je suis tombé amoureux du Congo" disait-il avant de quitter la RDC, un pays qu'il a servi par l'entremise de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de la R.D. Congo.



Au-delà du bilan qu'il a lui-même établi, en évoquant ses satisfactions, sa fierté et ses frustrations, beaucoup de congolais ont appris à connaître cet homme de communication, qui allait très facilement à la rencontre des populations.

La presse nationale congolaise et internationale a aussi appris à découvrir cet homme accessible au plan médiatique, ce goût de la communication a pu aussi parfois avoir quelques revers : la MONUSCO communiquait-elle trop parfois ? Certains ont pu le penser. Mais en réalité, il faut rappeler qu'avant l'arrivée de Martin Kobler en RDC, le M23 même s'il venait de quitter Goma, pilonnait encore la ville à partir des hauteurs de Munigi juste à la périphérie de la ville. La mission de Protection des civils de MONUSCO était très ternie et d'aucuns n'y croyaient plus. Et Kobler le dira lui-même "lorsque je suis arrivé pour la première fois à Goma on lapidait ma voiture".

Les actions entamées par la Force de la MONUSCO conjointement avec les FARDC pour éliminer de la cartographie sécuritaire la menace que constituait le M23, ainsi que l'offensive médiatique voulue par Martin Kobler, ont contribué à améliorer la perception de la MONUSCO à travers tout le pays.

D'où la fierté et la satisfaction du Représentant spécial du Secrétaire général, quand il évoque le bilan de son mandat. Cela a ouvert une nouvelle ère d'espoir pour la population, qui s'attendait à voir définitivement enrayé de l'horizon, les groupes armés qui empestent l'Est de la RDC.

M. Kobler a également parlé de ses frustrations qui sont très certainement les frustrations de la MONUSCO : l'arrêt de la coopération FARDC et Force de la MONUSCO – le désaccord sur le niveau de réduction de la Force de la MONUSCO - Les difficiles négociations dans le cadre du dialogue stratégique, qui tarde à porter les fruits escomptés.

Ce même dialogue stratégique a permis néanmoins des avancées certaines sur de nombreuses questions, militaires notamment. Cependant tout le monde gagnerait à voir la coopération être relancée entre les FARDC et la Force de la MONUSCO et de façon plus générale entre le Gouvernement de RDC et la MONUSCO. La MONUSCO, faut-il le rappeler, est en RDC pour appuyer et soutenir les efforts du gouvernement pour sécuriser et protéger les populations, stabiliser le pays afin d'ouvrir une nouvelle ère de prospérité. Et cela ne peut se faire sans que ces deux partenaires stratégiques, Gouvernement de RDC et MONUSCO, ne reprennent langue ■

*Directeur de la Division l'Information Publique

Directeur de l'Information Publique

Charles Antoine Bambara

Coordonnatrice des Publications

Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef

Tom Tshibangu

Infographiste

Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Amadou Ba, Yulu Kabamba, Théophile Kinda, Abdourahmane Diallo

La Charte des Nations Unies a 70 ans

Vers un avenir plus sûr et durable pour nous les peuples

✉ Par Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU

Bien avant que je devienne Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies occupait une place spéciale dans ma vie. J'avais 6 ans quand la guerre de Corée a éclaté. Je me souviens de mon village en flammes, alors que ma famille trouvait refuge dans les montagnes voisines. Mais une autre image est encore plus durable : le drapeau de l'ONU. *"Nous avons été sauvés de la faim par les opérations de secours alimentaires des Nations Unies"*; nous avons reçu des manuels de l'UNESCO; et, lorsque nous nous demandions si le monde extérieur se souciait de nos souffrances, des soldats de nombreux pays ont sacrifié leur vie pour rétablir la sécurité et la paix.

Je sais depuis mon enfance, et maintenant après plusieurs dizaines d'années de service public, combien l'ONU peut changer la donne. Au moment où nous célébrons l'anniversaire de l'adoption, le 26 juin 1945 à San Francisco, de la Charte fondatrice de l'Organisation, j'espère que les membres de la famille humaine se rassembleront pour œuvrer avec plus de détermination en faveur d'un avenir plus sûr et plus durable pour « nous, les peuples », au nom desquels la Charte a été rédigée.

Un fier bilan

À 70 ans, l'ONU peut faire un retour sur un fier bilan, celui d'avoir travaillé avec de nombreux partenaires pour éliminer le colonialisme, vaincre l'apartheid, maintenir la paix dans des lieux en proie à des troubles et formuler un ensemble de traités et de droit pour protéger les droits de l'Homme. Chaque jour, l'ONU nourrit des personnes souffrant de la faim, offre un abri aux réfugiés et vaccine les enfants contre la poliomyélite et d'autres maladies mortelles. Nos travailleurs humanitaires bravent des environnements reculés et dangereux pour fournir l'aide humanitaire, et nos médiateurs s'efforcent de trouver un terrain



Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU

d'entente entre les parties belligérantes et des solutions pacifiques aux griefs et aux différends. L'ONU a été créée pour prévenir une nouvelle guerre mondiale, et elle a atteint cet objectif essentiel; malgré de graves revers, les sept dernières décennies auraient certainement connu plus d'effusion de sang sans elle.

Pourtant, nous sommes parfaitement conscients qu'aujourd'hui le monde est ravagé par les conflits, l'exploitation et le désespoir. Au moins 59,5 millions de personnes ont fui leur domicile – soit plus de réfugiés, de déplacés et de demandeurs d'asile qu'à tout autre moment depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La violence à l'égard des femmes est un fléau dans toutes les sociétés. À un moment où les besoins humains prennent un caractère urgent, d'énormes sommes d'argent continuent d'être gaspillées sur les armes nucléaires et d'autres arsenaux militaires déstabilisateurs. Les conséquences des changements climatiques sont plus que jamais manifestes – et elles n'en sont qu'à leurs prémices. Et bien que le monde ait dit *"plus jamais encore"* après

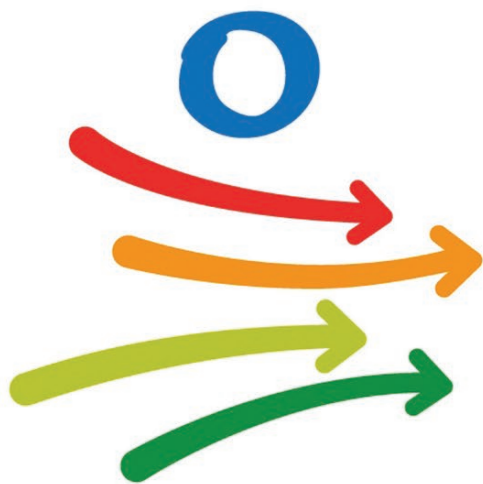
l'Holocauste, et à nouveau après les génocides au Rwanda et à Srebrenica, nous continuons d'être les témoins de crimes atroces commis par des extrémistes violents et autres.

Des idéaux partagés par 193 Etats

De nouvelles puissances sont apparues depuis que les représentants de 50 pays se sont rassemblés pour rédiger la Charte, et le nombre de Membres de l'Organisation est passé à 193. La mondialisation, l'urbanisation, les migrations, les changements démographiques, les avancées technologiques et autres événements sismiques continuent de remodeler nos sociétés et de transformer les relations internationales. Pourtant, l'idéal d'un monde de paix énoncé dans la Charte et les valeurs consacrées dans le texte – dignité, égalité des droits, tolérance et liberté – restent un parangon pour tous partout dans le monde.

Le soixante-dixième anniversaire survient au cours d'une année où des décisions d'une importance capitale pourraient être prises concernant notre avenir commun. Les Membres sont en train de donner forme à ce qui, nous l'espérons, sera un exaltant nouveau programme de développement durable et progressent vers un accord significatif sur les changements climatiques. Notre objectif, c'est de parvenir à une transformation : *"nous sommes la première génération qui peut éradiquer la pauvreté de la terre – et la dernière qui peut agir afin d'éviter les pires effets du réchauffement de la planète"*.

À mesure que s'estompent les distinctions entre les échelons national et international, les problèmes rencontrés par l'un deviennent des problèmes auxquels tous doivent faire face, parfois progressivement mais bien souvent de manière soudaine. Notre sort étant plus que jamais imbriqué, notre avenir doit être marqué par une coopération chaque jour plus profonde – des nations unies dans un esprit de citoyenneté mondiale qui soit à la hauteur de la promesse du nom de l'Organisation ■



2015
LE TEMPS DE
L'ACTION MONDIALE
POUR LES PEUPLES ET LA PLANÈTE

ONU 70 ans

Un sommet historique

Après le Sommet des Nations Unies sur le développement durable du 25 au 27 septembre, l'ONU a ouvert, lundi 28 septembre, son Assemblée générale annuelle au siège de l'Organisation à New York, avec la participation de dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement. La RDC était représentée par le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale, Raymond Tshibanda.

Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

Il s'agissait pour les pays membres de faire d'abord le point sur les 8 objectifs du Millénaire pour le développement durable : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité des enfants, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies, assurer un environnement durable, mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Ces Objectifs du Millénaire pour le Développement lancés en 2000, devaient être atteints en 2015. Même si à Rio, en 2012, les pays membres avaient pu constater que certains de ces objectifs avaient pu être réalisés, force est de constater qu'aujourd'hui, en 2015, le compte n'y est toujours pas. Reconnaissons tout de même que les pays ont consenti d'énormes et louables efforts.

Le point ayant été fait, il s'est avéré qu'un grand défi est venu s'ajouter à ceux déjà listés : le changement climatique. C'est ainsi que tous les pays présents ont adopté un nouveau programme de développement

pour l'après 2015. *"Transformer notre monde: le programme de développement durable à l'horizon 2030"* est le nouveau challenge autour duquel s'articuleront toutes les actions allant dans le sens de la préservation de notre humanité.

"Ce nouveau Programme est une promesse faite par les dirigeants aux gens du monde entier. C'est une vision universelle, intégrée et transformative pour un monde meilleur", a salué le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un discours prononcé à l'ouverture du Sommet.

Parce qu'elle englobe tous les pays, riches ou pauvres, petits ou grands, sa mise en œuvre impliquera que chacun s'investisse et se sente responsable de notre avenir. Encore 15 années pour réussir le défi de faire de notre planète un monde meilleur.

Des crises multiformes

Le débat général, qui se déroule chaque année fin septembre été marqué par les crises qui frappent le monde, qu'il s'agisse de la crise des réfugiés en Europe, de la menace terroriste, de la lutte contre le changement

climatique, et des conflits en Syrie, au Yémen et ailleurs, toutes ont fait l'objet d'une revue spéciale.

Un sommet sur les Opérations de maintien de la paix s'est déroulé le 28 septembre à New-York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'initiative des Etats-Unis.

A cette occasion, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a déclaré que *"les Opérations de maintien de la paix sauvent des vies, protègent les peuples et aident les pays à régler les conflits"*. Aujourd'hui, plus de 120 pays dans le monde contribuent aux différentes opérations de maintien de la paix avec un total de 125 000 troupes.

Ces Casques bleus désarment, démobilisent et réintègrent les ex-combattants dans la société, ils renforcent aussi l'Etat de droit et les institutions sécuritaires et font la promotion des droits l'Homme. Les défis sont de plus en plus complexes dans les différentes zones où sont déployés les Casques bleus, qui doivent faire face à des extrémistes, des groupes criminels et d'autres qui n'ont aucun respect pour le droit humanitaire international et les droits de l'Homme.



Ban Ki-moon (à droite), Secrétaire général des Nations Unies et le ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Raymond Tshibanda, lors d'une réunion à l'Assemblée générale, à New York

Ban Ki-Moon a conclu en disant que *"nous devons explorer toutes les voies possibles pour prévenir les conflits, et promouvoir la participation totale des femmes pour faire avancer la paix et la sécurité"*.

Participation de la RDC

En prenant une part active à cette 70ème session, la RD Congo a démontré son attachement aux idéaux de paix prônés par l'Organisation, comme du reste l'ont fait tous les 193 Etats membres. C'est le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Raymond Tshibanda qui a représenté le Chef de l'Etat. Qui mieux que lui aurait pu rassurer les partenaires et autres investisseurs sur le chemin vers la stabilité qu'a entrepris la RDC ces dernières années? Il s'est évertué à louer les potentialités extraordinaires dont regorge le pays ainsi qu'un climat des affaires tendant à faire de ce grand marché, une zone fiable aux opportunités appréciables.

Le Secrétaire général a rencontré le 29 septembre, le Ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC), Raymond Tshibanda N'tungamulongo, dans son bureau.

Il a encouragé le Gouvernement de la RDC à continuer de faire des progrès sur la mise en œuvre de ses engagements au su-

jet de l'Accord-cadre sur la paix, la sécurité et la coopération pour le pays et la région des Grands Lacs. Il a également souligné la nécessité d'un processus électoral pacifique et crédible en RDC.

Ban Ki-moon a souligné l'importance de mettre en œuvre les déclarations de Nairobi, y compris le rapatriement des éléments de l'ancien Mouvement du 23 mars (M23) en provenance du Rwanda et de l'Ouganda. Il a appelé à de nouveaux progrès sur la neutralisation des groupes armés dans l'Est de la RDC, y compris les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

Le Secrétaire général a souligné l'importance du dialogue stratégique en cours entre les Nations Unies et le Gouvernement de la RDC sur l'avenir de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Il a salué la contribution de la RDC aux efforts de maintien de la paix en République centrafricaine, et se félicite des efforts entrepris par le Gouvernement de la RDC pour s'assurer que ses troupes respectent les normes les plus élevées de la conduite.

Accord-cadre

La 6^{ème} rencontre du Mécanisme Régional de

Suivi de l'Accord-Cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la République démocratique du Congo et la Région des Grands Lacs s'est tenue à New-York, toujours en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon a déclaré à cette occasion que *"cet accord cadre était la meilleure voie pour promouvoir la Paix, la stabilité et le développement en République démocratique du Congo et dans la région"*. Il serait aussi la meilleure option pour améliorer la vie des gens ordinaires dans une région qui possède des ressources humaines et naturelles considérables.

Ban Ki-Moon a aussi souhaité que ce soit la dernière réunion du Mécanisme de suivi régional qui se penche sur le dossier de la neutralisation des FDLR et des autres forces négatives ainsi que du rapatriement des éléments du M23.

Le Secrétaire général des Nations Unies a demandé aux pays de la région qui organisent dans les prochains mois des élections à respecter leurs constitutions nationales ainsi que la Charte Africaine sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance.

Il s'est enfin réjoui de la tenue en Février prochain de la conférence sur les investissements prévue à Kinshasa et qui va contribuer à la prospérité des pays de la région ■



Vue de l'Assemblée Générale de l'ONU, septembre 2015

Photo ONU

L'ONU en quelques dates

- 1945 : 50 Nations signent la Charte - lancement des Nations Unies, le 24 octobre
- 1946 : A Londres, l'Assemblée Générale adopte par sa résolution intitulée « Création d'une commission pour résoudre les problèmes par la découverte de l'énergie atomique.
- 1947 : La Journée des Nations Unies est officiellement retenue par l'Assemblée Générale, le 24 octobre
- 1948 : L'Assemblée Générale a adopté la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le 10 décembre à Paris
- 1951 : Les Nations Unies ont adopté la Convention pour les réfugiés pour protéger les personnes déplacées.
- 1952 : Les Nations Unies ont créé la Commission du désarmement
- 1954 : Le Haut-Commissariat pour les Réfugiés créé en 1951 a reçu le prix Nobel pour la paix pour son travail en Europe et dans le Moyen Orient
- 1956 : L'ONU a déployé sa 1^{ère} Mission de Paix pour mettre fin à la crise de Suez
- 1958 : Un Fonds spécial de l'ONU pour le Développement est créé pour prendre en charge les projets de développement dans le monde
- 1959 : L'ONU adopte la Déclaration sur les Droits de l'enfant
- 1960 : L'ONU a déclaré que le colonialisme devrait prendre fin – 17 nouveaux états indépendants rejoignent l'Organisation
- 1961 : Le Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation été créé;

- 1963 : L'ONU a lancé un embargo contre la vente d'armes au régime d'apartheid en Afrique du Sud
- 1964 : 1^{ère} Mission de l'ONU en RDC
- 1965 : Un Prix Nobel a été décerné au Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).
- 1966 : Le Conseil de Sécurité a été élargi à 15 membres.
- 1968 : L'Assemblée Générale a approuvé le traité de non-prolifération des armements nucléaires et appelle les pays à le ratifier.
- 1972 : La 1^{ère} conférence Internationale de l'ONU sur l'environnement s'est tenu à Stockholm
- 1973 : Le Conseil de Sécurité a autorisé l'envoi d'une force d'urgence en Egypte suite au déclenchement de la guerre des 6 jours entre arabes et israéliens
- 1978 : L'ONU a installé la Force pour le Liban (UNIFIL) suite à l'invasion israélienne
- 1979 : L'Assemblée Générale a adopté la résolution pour l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes
- 1980 : 13 ans d'efforts de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ont payé, avec l'éradication de la variole de la planète
- 1981 : L'UNHCR a reçu le prix Nobel pour l'aide apportée aux réfugiés en Asie (Vietnam)
- 1982 : L'ONU a conclu un accord pour la protection des océans et de l'environnement marin
- 1986 : L'ONU est parvenu à éradiquer la mala-

- die draconculose qui a affecté près de 3,5 millions d'individus
- 1987 : Le traité pour la protection de la couche d'ozone a été signé sous l'égide de l'ONU
- 1988 : L'ONU est parvenu à imposer le silence des armes entre l'Iran et l'Irak et a envoyé une force pour l'observation du cessez-le feu
- 1990 : L'ONU a autorisé une intervention militaire au Koweït pour contrer l'invasion iraquienne
- 1992 : Le sommet Terre de Rio de Janeiro a réuni 100 pays. Il s'agissait là de la plus grande rencontre intergouvernemental jamais tenue
- 1993 : 2 résolutions ont créé une cour internationale pour les crimes de guerre
- 1994 : Rwanda – La Mission de l'ONU n'est pas parvenu à prévenir le Génocide Rwandais ce que le Conseil de Sécurité admit plus tard
- 1994 : Beijing – La conférence des femmes s'est terminée par une déclaration et une plateforme pour des actions à entreprendre afin de faire avancer la cause des femmes
- 1996 : Kofi Annan est devenu le 1^{er} Secrétaire général africain de l'ONU
- 1997 : Le Protocole de Kyoto visant à réduire les gaz à effet de serre dans l'atmosphère a été adoptée
- 2000 : L'ONU a lancé les objectifs du millénaire pour le développement pour résoudre la question de la pauvreté, la maladie, l'enfant et la mortalité infantile, et le VIH, entre autres.
- 2^{ème} Mission de l'ONU en RDC
- 2001 : Les Nations unies et Kofi Annan ont reçu le Prix Nobel de la Paix
- 2003 : Le siège des Nations Unies à Bagdad a été la cible d'une attaque terroriste qui a fait 22 tués parmi lesquels le chef de la Mission : Sergio Vieira de Mello
- 2004 : L'ONU a assisté les populations victimes d'un tsunami, dans l'océan indien. Elle est parvenue à réunir \$ 6.25 milliards, un record
- 2005 : Le prix Nobel de la Paix a été attribué à l'Agence pour l'Energie Atomique. C'est le 6^{ème} Prix Nobel que l'ONU reçoit
- 2006 : L'ONU a assisté le Tribunal du Cambodge pour mettre les responsables des atrocités commises sous le régime des Kmers Rouges devant leurs actes et les juger en conséquence
- 2007 : Le Panel Intergouvernemental sur le changement du climat a reçu à son tour le Prix Nobel de la Paix.
- 2015 : L'ONU fête ses 70 ans avec des centaines de manifestations à travers le monde ■



Les 70 ans des Nations Unies célébrés en RDC

Les 70 ans de l'Organisation des Nations Unies ne sont pas passés inaperçus en République démocratique du Congo.

Diverses manifestations ont eu lieu et se poursuivront jusqu'à la fin de l'année pour marquer cet important tournant dans la vie de l'ONU.

✎ Par Tom Tshibangu/MONUSCO

Dans le cadre de la célébration des 70 ans de l'ONU, la Division de l'Information Publique de la MONUSCO a organisé une série de manifestations. Cette suite d'évènement a commencée le vendredi 25 septembre sur un forum d'échanges avec les jeunes de partis politiques. Les discussions étaient centrées sur le thème : "Le rôle des Nations Unies dans la promotion et la protection de la souveraineté des Etats. Cas de la République démocratique du Congo, de 1960 à ce jour."

L'historique politique de l'ONU offre l'occasion de reconnaître l'incalculable contribution au maintien de la paix et de réaffirmer son engagement de rendre son rôle encore plus efficace à l'avenir. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la RDC, David Gressely et M. Babgeni Adeito ont pris part à ce forum unique qui permet aux jeunes membres des partis politiques de se faire une idée précise sur le rôle des Nations Unies dans le monde, particulièrement en République démocratique du Congo. Le diplomate congolais a expliqué aux jeunes leaders politiques le rôle que la RDC, alors Zaïre. Pour le Représentant spécial adjoint a rappelé les grandes interventions de l'ONU en RDC. Il s'agit de l'Opération des Nations Unies au Congo, ONUC, du 14 juillet 1960 au 30 juin 1964, durant la Crise congolaise dont l'objectif fut d'aider le gouvernement congolais à rétablir et à maintenir l'indépendance

et l'intégrité territoriale, à maintenir l'ordre et la loi, et à mettre en place un large programme d'assistance technique.

Pour la deuxième fois consécutive, en vue de maintenir la paix et de réunifier le pays divisé par la guerre de 1998, la République démocratique du Congo fit appel à l'ONU. De la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, MONUC en sigle, de 1999 au 30 juin 2010, à la MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo) depuis le 1er juillet 2010, la mission de maintien de la paix en RDC totalise 15 ans d'existence.

D'autres activités sont prévues d'octobre à la fin de l'année.

Le Week-end du 9 au 10 octobre sera consacré à l'information des journalistes sur la Charte et l'ABC des Nations Unies. Une occasion pour tout le Système des Nations Unies de voir avec la presse comment mieux l'intéresser aux activités de l'ONU/RDC et de parler bilan et attentes des bénéficiaires.

Les 22 et 23 octobre seront consacrés à un autre Colloque internationale en mémoire de Dag Hammarskjöld. Cette fois, la lecture d'une "ONU forte pour un monde meilleur" se fera à l'aune du travail effectué dans la Région des Grands Lacs.

La Cérémonie officielle du 70^{ème} anniversaire se tiendra le 24 octobre au Palais du Peuple à Kinshasa. Cette date marque la Journée des Nations Unies.

Il faut savoir que beaucoup d'activités culturelles auront jalonné cette année, tels : Expositions de photos.

Une Exposition de photos MONUC/MONUSCO itinérante, un concours des jeunes sur les Nations Unies, le Marathon de la paix de Kinshasa, un tournoi inter universitaire de football, des activités médiatiques, une conférence de presse spéciale, la réalisation d'affiches sur écran électronique et enfin une Production et diffusion d'un sketch en Lingala sur l'histoire des Nations Unies diffusée dans les Radio des marchés ainsi que des Emissions spéciales sur Radio Okapi.

Dans le cadre de la célébration de 70

ans, la Division de l'Information Publique de la MONUSCO a organisé le vendredi 25 septembre un forum d'échanges avec les jeunes de partis politiques, d'anciens ambassadeurs et des juristes congolais. Les discussions étaient centrées sur le thème "Le rôle des Nations Unies dans la promotion et la protection de la souveraineté des Etats. Cas de la République démocratique du Congo, de 1960 à ce jour".

Plusieurs personnalités de la MONUSCO, notamment le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la RDC, David Gressely, ainsi que de la société civile, les hommes politique et des universitaire ont pris part à ce forum unique qui permet aux jeunes membres des partis politiques de se faire une idée précise sur le rôle des Nations Unies dans le monde, particulièrement en République démocratique du Congo.

L'Opération des Nations Unies au Congo ou ONUC fut une mission de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en activité du 14 juillet 1960 au 30 juin 1964, durant la Crise congolaise dont l'objectif fut d'aider le gouvernement congolais (Congo-Kinshasa alors appelé Congo-Léopoldville) à rétablir et à maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale, à maintenir l'ordre et la loi, et à mettre en place un large programme d'assistance technique.

À son apogée, l'ONUC comptait près de 20 000 militaires et civils. L'opération a été marquée par plusieurs batailles et par de nombreuses opérations civilo-militaires. 126 soldats des Nations Unies ont été tués, et 109 sont morts par suite d'accidents ou pour des raisons naturelles.

Pour la deuxième fois consécutive, en vue de maintenir la paix et de réunifier le pays divisé par la guerre de 1998, la République démocratique du Congo fit appel à l'ONU. De la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, MONUC en sigle, de 1999 au 30 juin 2010, à la MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo) depuis le 1er juillet 2010, la mission de maintien de la paix en RDC totalise 15 ans d'existence ■

70 ans, qu'en pensent ceux qui servent le monde?

Ils travaillent aux Nations Unies, en RDC, nous leur avons posé les questions suivantes :

A l'occasion du 70^{ème} anniversaire des Nations Unies, pouvez-vous nous parler du sentiment qui vous anime en tant que membre de la famille onusienne ?

Pensez-vous que l'ONU dans son ensemble répond suffisamment aux attentes des peuples du monde ?

Florence Marchal/SNU - Kinshasa
Je travaille à l'ONU et j'en suis fière.

Spontanément, je dirais : un sentiment de fierté. Je suis fière d'appartenir à cette famille onusienne et de pouvoir participer à la réalisation de ses buts et contribuer à la diffusion de ses principes. C'est toujours avec émotion que je lis et relis notre petit livre bleu, la Charte des Nations Unies, qui parle de "paix", "égalité", "dignité" et "tolérance". Ce sont autant de concepts qui constituent mon ADN et que je ne cesserai jamais de promouvoir. Regardons le chemin parcouru, n'oublions pas le champ de cendres et d'infamie duquel a émergé l'ONU il y a 70 ans.

La réponse apportée par l'ONU afin de



Photo MONUSCO

créer de meilleures conditions de vie pour tous est multiforme. Ici, en République démocratique du Congo, la MONUSCO et 22 agences, fonds et programmes des Nations Unies œuvrent ensemble et de façon complémentaire pour un Congo pacifié et prospère dans les domaines de la stabilisation, l'assistance humanitaire et le développement. Les besoins et les attentes sont proportionnels à la taille du pays qui est gigantesque et, étant donnée la diminution de l'aide internationale, il est nécessaire d'établir des priorités. Alors, oui, l'ONU a la capacité de répondre aux attentes des peuples mais parfois elle n'a pas suffisamment de moyens pour le faire. C'est à nous, membres de la famille onusienne, d'effectuer un plaidoyer auprès des Etats pour que personne ne soit exclu ■

Jean-Tobie Okala/MONUSCO - Uvira

Appartenir à la grande famille des Nations Unies : Une fierté, mais aussi beaucoup de devoirs !

En tant que membre de la grande famille onusienne, le sentiment ne peut être que celui de joie et de fierté. D'abord pour le prestige de l'Organisation; ensuite pour les idéaux poursuivis par toute la famille onusienne en vue d'un monde meilleur, où toutes les races, toutes les religions, toutes les cultures et tous les pays se côtoient, sans (grande) distinction, ni discrimination. Un monde où

les libertés individuelles sont préservées et promues.

Travailler pour les Nations Unies, pour moi, c'est d'abord une question d'idéal et je dirais même de vocation. Beaucoup pensent que c'est une "bonne planque", à tort : on peut se faire énormément d'argent en travaillant pour d'autres structures, privées ou même publiques ! Je crois en la Paix, je crois en la Liberté que je chéris chaque jour. Je crois en la protection des plus faibles, je crois aux valeurs de respect et de partage; je crois en la Solidarité entre les peuples : je connais très peu d'Organisations où de telles valeurs sont mises en avant.

Souvent on blâme - les Nations Unies : probablement parce que beaucoup ne connaissent pas suffisamment leurs structure et fonctionnement. L'Organisation mondiale n'est rien d'autre que l'émanation des volontés politiques et des exigences contraires de ces Etats que nous nous efforçons de concilier au quotidien. Constamment, il faut jouer aux équilibristes avec les Etats qui sont nos "chefs".

Non pas que l'ONU ne soit pas à blâmer,

mais 70 ans après sa création, son "utilité" s'est imposée à tous. Que de crises réglées ou étouffées dans l'œuf, grâce à l'intervention des Nations Unies ! Que de maladies contenues ou éradiquées grâce au soutien des Nations Unies ! Que d'enfants scolarisés ou nourris grâce aux Nations Unies ! Que de personnes vulnérables secourues et protégées grâce aux Nations Unies ! Oui, assurément, les Nations Unies sont au service de la Paix mondiale. On peut encore se regarder dans la glace chaque matin lorsqu'on travaille pour les Nations Unies.

Mais naturellement, comme on dit, toute œuvre humaine reste perfectible. Je pense qu'il faut passer à une autre étape de la croissance de l'Organisation mondiale, celle où elle disposera davantage de moyens pour l'aider à mieux s'occuper de ce pour quoi elle fut mise sur pied. Une ONU plus forte, comme le dit le slogan de ses 70 ans, plus robuste et peut-être plus proactive. Un accent particulier me semble indispensable pour la prévention des crises à travers le monde, afin d'éviter d'être toujours taxée de sapeur-pompier ! ■



Photo MONUSCO

La présence des Nations Unies en RDC, quel impact pour la population ?

À l'occasion des 70 ans de l'ONU, Echos de la MONUSCO a voulu avoir le sentiment des congolais, en tant que bénéficiaires des actions de l'organisation, à travers tous ses demembrements - Les questions qui leur ont été posées sont les suivantes :

1. Pensez-vous que les Nations Unies ont jusqu'ici répondu aux attentes des peuples du monde ? Et comment ?

2. Qu'est-ce qui a le plus retenu votre attention depuis que vous avez entendu parler des Nations Unies ?

3. La présence des Nations Unies en RDC est très visible. Cela vous gêne-t-il ou cela a-t-il eu un impact positif sur la vie des populations ?

VOX POPULI

Jeanine Munkelandele,
Kinésithérapeute/Kinshasa



Photo MONUSCO/Tom Tshibangu

Les Nations Unies répondent tant bien que mal aux attentes des peuples mais cette institution est malheureusement contrôlée par les grandes puissances occidentales. Celles-ci ont les moyens de faire cesser les guerres à travers le monde si elles le veulent. Elles ont également les moyens d'éliminer la pauvreté dans le monde mais elles ne s'occupent que de leurs intérêts.

Cependant, j'apprécie beaucoup l'assistance que l'ONU apporte aux femmes victimes de violences sexuelles dans l'Est de la RDC.

La présence de l'ONU en RDC n'a qu'un impact mitigé sur la vie des populations car on continue d'enregistrer des massacres de civils dans plusieurs parties du pays.

Les Nations Unies devraient s'engager

plus fortement aux côtés des FARDC pour neutraliser les groupes armés et ne pas se contenter de protéger les civils.

M. Jean-François Alauwa, Avocat au Barreau de Kisangani

Il ne serait pas plausible de ne pas reconnaître le travail abattu par les Nations Unies pour la Paix et la Sécurité dans le monde.

Cependant, il existe des situations à travers l'humanité qui pourraient emmener les peuples du monde à remettre en cause les acquis de l'ONU. Les guerres répétitives, les violences sexuelles et les violations des libertés fondamentales des peuples en Afrique et au Moyen Orient ; la montée de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le monde ; le réchauffement climatique causé par les Etats les plus puissants et industrialisés; la crise migratoire consécutive à l'inefficacité des politiques internationales; etc

L'intervention des Nations Unies dans mon pays, preuve de la solidarité des Etats Unis autour d'un idéal, celui de faire revivre la Paix dans le territoire de l'un des leurs est le fait qui a le plus retenu mon attention.

Il faudrait reconnaître que mon point de vue est partagé, du fait que pendant certaines situations graves dans le pays et plus particulièrement à l'Est, la présence de la mission est moins sensible poussant à ne pas percevoir la nécessité de la MONUSCO.

Par ailleurs, la présence de la MONUSCO impacte positivement sur la stabilité du pays surtout au moment où le peuple congolais s'apprête à désigner ses dirigeants. Cette présence internationale est donc une garantie pour la sécurité des acteurs au dit processus, dans la mesure où l'impartialité de la mission onusienne est observée.

Les Nations Unies devraient de plus en plus investir dans la prévention, c'est-à-dire dans la Jeunesse, principalement dans sa formation ou son éducation, qu'après une mission, la nouvelle génération ne reconduit pas les erreurs du passé.

Bwale du Haut conseil parlement d'enfants



Les Nations Unies ont répondu à bien des choses sur les problèmes des populations. En RDC, pour la visibilité elle est là, pour les réalisations, pour la pacification les Nations Unies ont atteint un bilan positif ainsi que pour les plaidoyers en faveur de la justice et des droits de l'Homme.

Lorraine Abedi, étudiante en Droits / 2^{ème} Année de Licence à l'Université de Kisangani

Je Pense que les Nations Unies ont fait de leur mieux pour répondre aux attentes des peuples du monde, en rétablissant la paix dans certains coins de cette planète à travers leurs médiations. Donc, il revient aux peuples du monde de prendre conscience afin de militer pour cette paix.

Depuis que j'ai entendu parler des Nations Unies ce qui a le plus retenu mon atten-

tion, c'est de voir la MONUSCO s'intéresser à la jeunesse à Kisangani, en leur parlant de la citoyenneté. Si aujourd'hui il y a des informations qui sont relayées au niveau national, c'est grâce à la Radio Okapi, qui est une radio onusienne. Elle nous informe sur tous les domaines.

Elle nous associe souvent dans ses activités, telle que la récente célébration de la Journée Internationale de la Paix.

Je souhaiterais que les Nations Unies donne un droit de veto au continent africain.

Omari Rachidi Swedi, défenseur judiciaire



Photo MONUSCO

Les Nations Unies sont visibles et répondent, un tant soit peu, aux attentes, aux problèmes du monde, de la population. Les gens attendent trop des Nations Unies. En RDC, les impacts sont visibles. L'ONU a produit un travail de qualité en assistant les institutions congolaises.

Bestra Mayus, 26 ans, Formation en Informatique en Anglais, Centre CFC, Bunia

Je félicite les Nations Unies, la MONUSCO en particulier. Si ce n'était pas la MONUSCO et son action, notre petite ville [Bunia] ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Grâce à la MONUSCO, nous nous retrouvons maintenant libres dans cette ville. On peut se déplacer et travailler. Avant ce n'était pas possible. Les Nations Unies et la MONUSCO, ont répondu aux espoirs des congolais. Oui bien sûr, de temps en temps l'enfant va dire : « papa je n'ai pas eu assez à manger ». Mais, en un mot, oui l'action des Nations Unies c'est essentiel ici.

La présence des Nations Unies, de la MONUSCO en particulier, a eu un impact très positif. Moi, je suis né à Bunia, j'ai grandi à Bunia, j'ai étudié à Bunia. Il y a une grande différence depuis l'arrivée de la MONUSCO. La sécurité et la lutte contre l'impunité se sont améliorées. Avant, on pouvait entendre des tirs par-ci, par-là, les gens s'entreuaient, maintenant si ça arrive c'est un fait divers, ce n'est plus que par le hasard. Et si ce hasard se fait, on peut demander aux autorités pourquoi cela s'est produit.

Je voudrais que les Nations Unies, la MO-

NUSCO, fassent plus pour réduire la violence et l'insécurité dans le reste de la province de l'Ituri. Nous entendons qu'il y a des belligérants qui dérangent, si la MONUSCO pouvait aider à arrêter ces belligérants cela aiderait nos familles qui vivent dans les villages à l'extérieur de Bunia. Bunia est nourrie par ces petits villages et nos familles qui travaillent là-bas. Faire plus pour aider à restaurer la sécurité dans la province de l'Ituri, ce serait vraiment très bien.

Lokana Bubu, 24 ans, étudiant en Sciences de l'informatique à l'Université de Bunia, (UNIBU)

Ce que je peux dire c'est que les Nations Unies nous ont beaucoup aidés ici, et continuent toujours à nous aider.

Les Nations Unies et la MONUSCO ont eu un impact positif sur la vie des congolais. Dès que la MONUSCO est arrivée ici en République Démocratique du Congo, à Bunia en particulier, cela a beaucoup aidé à combattre l'insécurité. La sécurité à Bunia, cela nous permet maintenant d'étudier. La paix a aussi apporté un développement économique. Il y a tant de travail qui est apparu, ça a changé la vie.

Professeur Nkere Ntanda/ Kinshasa

L'ONU agit par des structures spécialisées. On voit que certaines ont réellement réussi et d'autres ont totalement échoué. UNHCR, par exemple, est une structure qui se focalise sur les réfugiés et qui est en train de faire un bon travail, puisque partout où nous avons des réfugiés, il y a toujours un encadrement réel qui se fait en faveur des personnes affectées. Quand on prend par exemple les structures de maintien de la paix - une des missions principales de l'ONU-, je dois vous dire que ces structures-là ont échoué ; puisque l'ONU est incapable de maintenir la paix en Afrique, en particulier et dans le monde, en général. L'ONU est constamment en retard par rapport à la gestion des situations qui débouchent sur des crises qui deviennent difficiles à contrôler et qui donnent lieu à l'insécurité, aux réfugiés et toutes les autres conséquences que l'on connaît. Donc si l'on y va structure par structure, on peut dire que c'est fifty-fifty, c'est-à-dire moitié réussite et moitié échec.

Ce qui retient le plus l'attention c'est que l'ONU est omniprésente dans des situations de tension, dans des situations de crise; elle est toujours là. Par exemple, l'ONU est dans mon pays, la RDC, depuis les années 60 jusqu'aujourd'hui. A-t-elle réussi ? Non. Elle a dépensé beaucoup d'argent ; mais les effets positifs se font attendre.

Séraphin Kalita, économiste de formation, travaillant dans le management des projets/Kinshasa



Photo MONUSCO/Tom Tshibangu

Je pense que l'ONU a jusqu'ici effectivement répondu aux attentes des peuples du monde. Elle participe à la résolution des situations conflictuelles à travers le monde entier, elle vient en aide aux pays en proie à des catastrophes naturelles : inondations, épidémies, etc.

Je suis frappé par la promptitude avec laquelle l'ONU déploie ses moyens logistiques (véhicules, hélicoptères, avions, etc). Elle déploie ses casques bleus pour soutenir les militaires des pays en situation de conflit.

La présence de l'ONU et son intervention dans divers secteurs ont un impact positif sur la vie des populations.

Mon souhait est que les Nations Unies puissent continuer dans le sens de la consolidation de la démocratie à travers les pays du sud. Je voudrais qu'elles continuent à soutenir les pays dans l'organisation d'élections libres et transparentes, qu'elle puissent les aider à bâtir des institutions vraiment solides, et les appuyer dans leurs multiples programmes.

Elia Kalembya



Photo MONUSCO

Les Nations Unies essaient tant bien que mal de répondre aux attentes des peuples du monde. Par exemple, elle a contribué au règlement de conflits et au rétablissement de la paix, même si cela n'est pas encore tout à fait le cas dans mon pays, la RDC.

Ce qui me frappe le plus dans le travail de l'ONU dans notre pays, c'est qu'elle a aidé au désarmement et au rapatriement d'un grand nombre de rebelles des FDLR dans leur pays, le Rwanda. Elle a aussi contribué à la neutralisation des éléments du groupe armé Raiya Mutomboki ■



Les membres du gouvernement réunis autour du PM, Matata Ponyo

Léger remaniement du gouvernement sur fond de crise politique au sein de la Majorité présidentielle

Le Président Joseph Kabila a procédé, vendredi 25 septembre 2015, à un léger «réaménagement technique» du gouvernement pour remplacer tous les anciens ministres issus des sept partis frondeurs qui viennent d'être exclus de la Majorité présidentielle. Même si la nouvelle équipe gouvernementale compte de nouveaux membres qui sont des cadres issus des partis frondeurs, le divorce est désormais consommé entre le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) et le G7. Et comme si cela ne suffisait pas, le très influent gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, a annoncé, mardi 29 septembre 2015, sa démission du parti kabiliste et de son poste de gouverneur.

✎ Par Abdourahmane Diallo/MONUSCO

Le Chef de l'Etat n'a pas tardé à réagir face à la crise sans précédent qui secoue son camp. Il a décidé de se séparer de tous les ministres issus des sept partis politiques frondeurs qui lui demandaient de respecter et faire respecter la Constitution, en préparant l'alternance au pouvoir dans la sérénité. Même ceux qui avaient décidé de se désolidariser de leur chef de parti pour exprimer leur fidélité «à l'autorité morale» de la Majorité présidentielle. Joseph Kabila n'a pas été tendre. Il les a tous remerciés. Parmi les désormais ex-ministres, ceux qui se retrouvent dans la situation la plus inconfortable sont notamment Bienvenu Liyota (ex-ministre de

l'Environnement), Isidore Kabwe (ex-ministre de l'Agriculture) et Bijou Kat (ex-ministre chargée de la Femme, de la Famille et des Enfants) qui sont désormais sans famille politique, car ayant publiquement désavoué les chefs de leurs partis respectifs dans le but de conserver leur poste au sein du gouvernement.

Debauchage

En revanche, ce qui a surpris certains observateurs politiques, c'est le choix du Président Kabila de débaucher d'autres cadres des partis frondeurs pour en faire des ministres dans la nouvelle équipe gouvernementale. En effet, le chef de l'Etat a nommé

Robert Bopolo Bogeza (PDC) ministre de l'Environnement, conservation de la nature et développement durable, Lucie Kipele Aki Azwa (ARC) ministre des Affaires sociales et action humanitaire, Emile Mota Ndongo Kang (UNAFEC) ministre de l'Agriculture, Pêche et Elevage, et Simplicie Ilunga Monga vice-ministre des Transports et voies de communication. L'objectif visé par une telle manœuvre semble être ni plus ni moins que de fragiliser les partis frondeurs en suscitant des divisions internes.

Crise au sein de la majorité

Pendant ce temps, la crise qui secoue la Majorité présidentielle est loin de s'estomper.



Photo Tiers

Joseph Kabila, président de la République démocratique du Congo

Au contraire, elle risque de s'amplifier davantage, car à peine le Président Kabila a-t-il annoncé la recomposition du gouvernement, suite à la fronde du G7, le gouverneur de la désormais ex-province de la Katanga et richissime homme d'affaires Moïse Katumbi vient d'annoncer son départ du PPRD. Cette démission qui était très attendue n'est que la conséquence logique des divergences de vues qui se font de plus en plus jour au sein du camp présidentiel à propos notamment de la question du maintien ou non de Joseph Kabila à la tête du pays au-delà de 2016. Les frondeurs qui se présentent eux-mêmes comme des réformateurs soutiennent qu'il faut respecter la Constitution et organiser des élections qui devraient aboutir à la première alternance démocratique dans l'histoire du pays. Ils soupçonnent, par ailleurs, certains caciques du parti au pouvoir de vouloir faire obstruction à cette alternance tant désirée. *"Au moment où nous, peuple congolais, entrons dans la dernière ligne droite du dernier mandat constitutionnel du Président de la République, les faits indiquent que depuis maintenant un an, tout est mis en œuvre pour ne pas respecter la Constitution en entretenant retard, flou et illisibilité du cycle électoral et en élaborant une stratégie de glissement des dates des scrutins"*, soutient Moïse Katumbi dans une déclaration politique publiée sur son compte twitter. L'ex-gouverneur du Katanga explique : *"Après la tentative de changer l'article 220 pourtant verrouillé de notre Constitution, après l'échec des concertations nationales, à l'ordre du jour figure maintenant un projet de loi portant sur les modalités d'organisation des référendums qui renforce encore la confusion"*, avant

d'ajouter : *"Je m'oppose fermement à tout prétexte pour retarder les élections, tel que le manque de moyens financiers"*. Par ailleurs, il dénonce l'absence d'Etat de droit, ainsi que le recul généralisé des libertés individuelles, la hausse du niveau d'intolérance politique dont la nation est, selon lui, victime. *"Ces derniers temps, trop d'exemples doivent nous alerter : arrestations arbitraires de militants pro-démocratie, interdictions de sorties de films, intimidations de toutes sortes, répressions policières de plus en plus violentes, coupures des connexions internet. Il est de mon devoir, en tant qu'homme politique, d'interpeller nos dirigeants sur ces dérives inacceptables"... "C'est précisément pour toutes ces raisons que j'ai décidé de prendre aujourd'hui mes distances avec le PPRD et d'en assumer toutes les conséquences"*, a-t-il déclaré.

Le désormais ex-plus célèbre des gouverneurs de province appelle à la création d'un large mouvement autour des valeurs démocratiques et républicaines. *"Je suis convaincu qu'il n'y a pas de fatalité et qu'en dépit d'une histoire tragique, les Congolais ne sont pas destinés à vivre d'échec en échec. C'est ici pour moi l'occasion de lancer un appel à toutes les forces vives de la Nation, société civile, partis politiques de la majorité comme de l'opposition, hommes et femmes, jeunes et vieux, sans oublier les Congolais de l'étranger, pour qu'ensemble nous mettions un terme au découragement, à la résignation et au fatalisme, en sauvegardant notre jeune démocratie. Nous devons redonner à notre pays une perspective, de l'espoir, du dynamisme, du bonheur"*, a expliqué Moïse Katumbi, pour qui la prochaine étape devrait être l'annonce de la candidature à la présidentielle de 2016.

Le refus du glissement

Pour rappel, cette nouvelle crise au sein de la Majorité présidentielle est intervenue suite à la troisième lettre adressée au Président Kabila par les leaders de sept partis politiques qui étaient tous membres de la coalition au pouvoir. Dans une lettre, datée du 14 septembre, ils ont indiqué au Président Kabila leur refus de cautionner la prolongation de son pouvoir par quelque moyen que ce soit.

Réponse du berger à la bergère, dès la réception de cette lettre, Joseph Kabila a pris des mesures de rétorsion et limogé son conseiller en charge de la Sécurité, Pierre Lumbi (MSR), et le ministre du Plan, Olivier Kamitatu (ARC), deux des grandes figures qui animent la fronde au sein de la Majorité présidentielle. Quelques jours plus tard, le patriarche de l'UNADEF, Charles Mwando Nsimba, a pour sa part annoncé sa démission de son poste de vice-président de l'Assemblée nationale. D'autres démissions ont suivi avant la décision du chef de l'Etat de procéder au remaniement ministériel intervenu le 25 septembre 2015.

La Majorité s'effrite

La Majorité présidentielle commence ainsi à se fissurer à un moment critique où le processus électoral semble bloqué avec les tergiversations autour de l'organisation du dialogue national et l'impossibilité d'organiser les élections locales, municipales et provinciales initialement prévues pour le 25 octobre 2015. L'opposition voudrait tirer profit de cette crise au sein du camp présidentiel pour accentuer la pression sur le pouvoir, mais elle peine à s'organiser pour influencer de manière décisive sur le cours des choses. Le grand rassemblement pacifique organisé par la Dynamique pour l'unité d'action de l'opposition congolaise, le 15 septembre 2015, dans la commune de N'Djili, pour protester contre *"les manoeuvres visant à maintenir Joseph Kabila au pouvoir au-delà de 2016"*, a été perturbé vers la fin par un groupe d'assaillants.

Par ailleurs, le principal parti de l'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), est à son tour secoué par une grave crise de leadership née de la contestation par certains cadres du parti de l'autorité du patriarche Etienne Tshisekedi. Ce dernier a également annoncé l'exclusion des contestataires qui voulaient lui trouver un remplaçant. Bref, le climat politique reste très tendu en République démocratique du Congo et la seule certitude en ce moment, c'est qu'il y a un besoin urgent de dialogue pour sortir de l'impasse afin de pouvoir organiser les différents scrutins prévus d'ici à 2016 dans le respect de la Constitution ■

La Commission nationale des droits de l'Homme de la RDC maintenant constituée :

Un grand pas dans la bonne direction

Depuis 2013, la République Démocratique du Congo (RDC) dispose d'une Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH), créée par la loi organique No 13/011 du 21 mars 2013 portant institution, organisation et fonctionnement de la CNDH. Le 1^{er} avril 2015, les membres de cette Commission ont été désignés par l'Assemblée nationale et ont prêté serment devant la Cour constitutionnelle le 23 juillet 2015.

✉ Par Mayal Tshiabuila et Julien Attakla-Ayinin/BCNUDH

La création de cette institution est le fruit de la volonté de l'Etat congolais, qui l'a prévue dans sa Constitution de 2006, et le couronnement de plusieurs années d'engagement, d'efforts persévérants, de plaidoyer et de lobbying de la part des militants des droits de l'Homme et de leurs partenaires, notamment le Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH).

Une Commission nationale des droits de l'homme : pour quoi faire ?

La CNDH, une institution indépendante et apolitique d'appui à la démocratie, est un organisme technique et consultatif qui veille au respect des droits de l'Homme et qui dispose de mécanismes garantissant le respect des libertés fondamentales. Parmi ses nombreuses attributions, elle a notamment les prérogatives suivantes : enquêter sur tous les cas de violations des droits de l'Homme ; orienter les plaignants et victimes et les aider à ester en justice pour toutes les violations avérées des droits de l'Homme ; procéder aux visites périodiques des centres pénitentiaires et de détention dans toute la RDC ; faire connaître aux citoyens leurs droits fondamentaux ; veiller à l'application des normes juridiques nationales et des instruments juridiques régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme ratifiés par la RDC ; promouvoir et veiller à l'harmonisation de la législation, des règlements et des pratiques nationaux avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme ratifiés par la RDC ; dresser des rapports sur l'état d'application des normes nationales et des instruments juridiques internationaux en matière de droits

de l'Homme ; et émettre des avis et faire des propositions au Parlement, au Gouvernement et aux autres institutions sur des questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'Homme ainsi qu'au droit international humanitaire et à l'action humanitaire.

Composée de neuf membres désignés pour 5 ans par l'Assemblée nationale et issus des forces sociales engagées dans la promotion et la protection des droits de l'Homme, la CNDH dispose d'un Bureau composé de quatre membres (un Président, un Vice-président, un Rapporteur, un Rapporteur-adjoint) et de cinq Sous-Commissions Permanentes : celle des droits civils et politiques, celle des droits sociaux, économiques et culturels, celle des droits collectifs, la Sous-commission des droits de la femme et de l'enfant, et enfin celle des droits des personnes avec handicap et autres personnes vulnérables.

Une CNDH indépendante, efficace et crédible : une opportunité pour la promotion et la protection des droits de l'Homme

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH), représenté en RDC par le BCNUDH, accorde une importance particulière aux institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) en tant que mécanismes centraux des systèmes nationaux de promotion et de protection des droits de l'Homme. Si elles jouissent d'une véritable indépendance, les INDH peuvent aider l'Etat à mieux s'acquitter de ses obligations en matière de droits de l'Homme grâce à leurs enquêtes, leurs rapports et leurs conseils. Le HCDH accompagne et soutient les processus

de création ou de renforcement des INDH. La MONUSCO, à travers le BCNUDH, s'est investie depuis le début de l'année 2008 dans le plaidoyer en faveur de la création d'une CNDH, conforme aux principes internationaux.

Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, a salué la désignation des membres de la Commission, le 11 avril 2015 : *"La mise en œuvre d'une institution nationale de protection des droits de l'Homme est un élément important de la création d'un système efficace de promotion et de protection des droits humains, accessible à toutes les femmes et tous les hommes en République démocratique du Congo"*.

"Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme est prêt à engager ses efforts et ressources pour assister la Commission dans l'accomplissement de son mandat de manière indépendante et professionnelle, conformément aux Principes de Paris relatifs aux institutions nationales de protection des droits de l'Homme de telle manière que cette institution deviendrait un instrument crédible pour la défense des droits de tous les Congolais", affirme Jose Maria Aranaz, Directeur du BCNUDH et Représentant du HDCH en RDC.

Nul doute que cette Commission pourra jouer dans un avenir proche un rôle structurant et de catalyseur inédit en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme en RDC, si elle cultive les vertus cardinales d'indépendance, de professionnalisme, d'efficacité, d'efficience et d'accessibilité à tous, assurant et augmentant ainsi sa crédibilité aux yeux des congolais et de toute la communauté internationale.

Le pied à l'étrier, la CNDH prend lentement mais sûrement son envol

Conscients de la lourde mission qui leur est confiée, les neuf Commissaires se sont mis tout de suite au travail. La CNDH se trouve d'ailleurs déjà saisie d'une dizaine de plaintes portant sur des allégations de violations de droits de l'Homme. Réunis en session ordinaire du 15 août au 14 septembre 2015, ils ont adopté, entre autres, leur Plan d'action intérimaire. Pour se préparer à leurs tâches, les Commissaires ont pris part à différents ateliers de formation et de sensibilisation, dont un atelier de sensibilisation sur le VIH/SIDA organisé par le Programme national multisectoriel de lutte contre le SIDA (PNMLS)/ONUSIDA et le Point Focal VIH-SIDA du Ministère de la Justice et Droits Humains, du 20 au 23 mai 2015. Avec l'appui du BCNUDH, ils ont également pris part du 4 au 5 juin 2015 à un atelier d'imprégnation sur les missions de la CNDH ; puis à un atelier de renforcement des capacités sur les droits de l'Homme, du 26 au 30 juillet 2015, à Kisantu (Bas-Congo).

Journée de la Paix

“Je demande à tous les belligérants de déposer les armes et d’observer un cessez-le-feu général. Je leur dis : cessez les massacres, cessez les destructions, ouvrez la voie à une paix durable”, M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies.

✉ Par Aissatou Laba Touré/MONUSCO

La Journée internationale de la Paix est observée chaque année, partout dans le monde, le 21 septembre. L’Assemblée générale a consacré cette Journée au renforcement des idéaux de paix, tant au sein des nations et des peuples qu’entre ceux-ci. La Journée internationale de la Paix a été décidée en 1981 en vertu de la résolution 36/67 de l’Assemblée générale des Nations Unies, car la promotion de la paix fait partie des principaux buts de l’Organisation. En 2001, l’Assemblée générale a unanimement adopté la résolution 55/282, établissant le 21 septembre comme Journée annuelle de non-violence et de cessez-le-feu. A cette occasion, Les Nations Unies invitent tous les pays et tous les peuples à respecter l’arrêt des hostilités durant cette Journée et à la commémorer avec des mesures éducatives et de sensibilisation du public aux questions liées à la paix.

Le thème de cette année, « Partenariats pour la paix – Dignité pour tous », vise à démontrer qu’il est primordial que toutes les sphères de la société travaillent ensemble pour la paix. Le travail des Nations Unies ne serait pas possible sans les partenariats préalables qui ont permis sa création et les milliers d’autres qui s’établissent chaque année entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé, les groupes confessionnels et d’autres organisations non-gouvernementales nécessaires pour que l’Organisation atteigne ses futurs objectifs.

Martin Kobler, Chef de la MONUSCO, a appelé à une coopération renforcée pour instaurer une paix et une stabilité durable dans l’Est de la République démocratique du Congo : “La promesse d’une paix durable en République démocratique du Congo n’est pas hors de portée, et nous l’atteindrons. Dans certaines parties de l’Est, encore affectées par l’insécurité, les mamans, les enfants, meurtris par les viols et les violences, ne demandent qu’une seule chose, la paix: la paix pour cul-

Message du Secrétaire général, Ban Ki-moon- Journée 2015

Cette année, la Journée internationale de la paix survient en des temps de violence mortelle et de conflits déstabilisants en de nombreux endroits du monde. Plutôt que de succomber au désespoir, il nous incombe d’exiger tous ensemble la fin de la brutalité et de l’impunité ambiantes. Je demande à tous les belligérants de déposer les armes et d’observer un cessez-le-feu général. Je leur dis : cessez les massacres, cessez les destructions, ouvrez la voie à une paix durable.

Le rêve de paix, aussi désespérément éloigné puisse-t-il paraître, vit dans les cœurs des peuples du monde entier. Aucun groupe n’est davantage prêt à réaliser ce rêve que la jeunesse d’aujourd’hui. Celle-ci est la jeune génération la plus importante de l’histoire, mieux informée et mieux connectée qu’aucune avant elle. Je prie instamment tous les gouvernements de consentir des investissements accrus pour aider les jeunes bâtisseurs de paix à réaliser les contributions considérables qu’ils peuvent apporter au monde d’aujourd’hui.

Dans le même temps, nous devons mobiliser tous les partenaires qui ont la paix pour objectif commun. Les organisations non gouvernementales, les groupes confessionnels et les entreprises ont tous un rôle à jouer pour favoriser le progrès social, protéger l’environnement et créer un monde plus juste, plus stable et plus pacifique. L’importance attachée à cette collaboration est le thème de cette journée internationale: « *Partenariats pour la paix, dignité pour tous* ».

Nous vivons une ère de dangers mais aussi de grandes promesses. Dans quelques jours, les dirigeants du monde entier se réuniront à l’ONU pour adopter le Programme de développement durable à l’horizon 2030. Ce programme de quinze ans est fondamental en ce qu’il annonce le début d’une vie de dignité pour tous, où la pauvreté fait partie de l’histoire et où la paix est primordiale.

En cette Journée internationale de la paix, alors que nous marquons le soixantedixième anniversaire de l’Organisation des Nations Unies, saisissons cette occasion pour réaliser l’objectif fondateur de l’Organisation : préserver les générations futures du fléau de la guerre.

tiver les champs, la paix pour aller au marché et la paix pour aller à l’école. Ensemble - gouvernement, hommes, femmes et jeunes du Congo avec le soutien de la MONUSCO - choisissons la paix, pas la guerre”, a-t-il déclaré.

Il ajoutera que “La MONUSCO est reconnaissante aux nombreuses organisations de la société civile, acteurs infatigables de la construction de la paix, ainsi qu’aux autorités civiles et militaires du Congo, et particulièrement aux FARDC, pour leur engagement continu dans la lutte contre l’insécurité”.

“Il est essentiel de renforcer le partenariat et la collaboration entre tous les acteurs impliqués dans la lutte contre les groupes armés, et particulièrement la coopération entre les FARDC et la MONUSCO, en vue d’instaurer une paix durable sur toute l’étendue du territoire de la République démocratique du Congo”.

Enfin, Martin Kobler a invité tous, très cordialement, à fêter la Journée de la Paix à travers une participation dans les campagnes, initiatives et actions menées ce jour-là.

Célébration Journée internationale de la Paix à travers la RDC



Les scouts lors de la célébration de la Journée Internationale de la Paix, à Kisangani

Photo MONUSCO/Guy Karema

Lubumbashi / Nana Rosine N.

Cette année, la MONUSCO-Lubumbashi, en collaboration avec le Club des Auditeurs de Radio Okapi (Caro), a organisé les activités commémoratives de la Journée internationale de la Paix dans la cité frontalière de Kasumbalesa.

Située à 90 km au sud de Lubumbashi, à proximité de la frontière zambienne, la cité de Kasumbalesa bénéficie d'intenses activités commerciales.

Le vendredi 18 septembre, a marqué le début des activités. Une cinquantaine d'élèves provenant de plusieurs écoles de la place se sont retrouvés au complexe scolaire Bon Berger, pour un concours de génie en herbe.

Devant un jury composé d'enseignants des institutions scolaires de Kasumbalesa, les élèves ont concouru en répondant aux questions posées. Des questions principalement axées sur la mission des Nations-Unies, la culture générale, la géographie et l'histoire de la République démocratique du Congo.

A l'issue du jeu, les dix premiers gagnants ont reçu des prix constitués de dictionnaires, de livres et autres kits scolaires.

Dans l'après-midi de cette même journée, un tournoi de football pour la paix a mis aux prises 4 écoles de la cité au stade Saint Jacques de Galilée. A l'issue des élimi-

natoires, c'est le complexe Bon Berger 1 qui a été sacré champion. Les équipes arrivées en finale ont aussi reçu des prix. L'autorité locale a exhorté les élèves à développer la culture de la paix, à l'école comme en famille; la paix étant le socle du développement.

Samedi 19 septembre, poursuite des activités avec la cérémonie d'ouverture officielle en présence du chef de bureau de la MONUSCO. L'administrateur du territoire chargé des questions politiques et administratives a vivement salué le fait que la MONUSCO ait fait le déplacement à près de 100 km pour célébrer la Journée de la Paix dans l'entité qu'il dirige. Zacharie Kilonge a souligné que c'est la première fois que la MONUSCO se rend dans son fief, avant d'exprimer l'espoir que ce ne sera pas la dernière fois.

Après la cérémonie d'ouverture officielle, une conférence portant sur le dialogue et la cohabitation pacifique a été ouverte. 70 personnes issues de la société civile, de différentes associations, partis politiques et ONG y ont pris part.

La section des Affaires civiles a axé son message sur les caractéristiques d'une élection démocratique. Il a été demandé aux leaders d'opinion de travailler chacun dans son domaine d'intervention pour assurer des élections apaisées dans cette cité.

Au-delà du tournoi de football pour la

paix et le concours de génie en herbe, on a aussi noté dans la partie ludique de cette célébration, le marathon pour la paix. Les différentes écoles de cette cité y ont activement participé. On a enregistré une centaine de coureurs. Parmi les gagnants, une fillette de 9 ans qui a, elle aussi, remercié et demandé à la Monusco d'organiser régulièrement ce genre d'activités.

A côté de ce marathon, le groupe des marcheurs de la MONUSCO a aussi fait le déplacement pour célébrer la Journée de la Paix à Kasumbalesa.

Les activités se sont clôturées par un grand concert à la place de la douane, avec le groupe de l'artiste musicien et comédien Serge Manseba et l'humoriste Trésor Mukimbwa. Un concert qui a réuni plus de 500 personnes, hommes, femmes, jeunes et vieux. Se confiant à la fin du concert, certains ont affirmé qu'au-delà du plaisir que les artistes leur ont offert, ils ont saisi le message de paix, transmis à travers leurs scénettes et chansons.

Dungu/Alain Coulibaly

La Section PIO de la MONUSCO de Dungu a elle aussi organisé, samedi 19 septembre 2015, sur l'esplanade du Bureau de territoire de Dungu, la Journée Internationale de la Paix, en présence des autorités politico-administratives locales, des membres de la société civile, des jeunes, et des responsables tant civils que militaires de la MONUSCO.

Après les messages des autorités publiques et de la MONUSCO, populations, artistes et invités ont priés pour une bénédiction de la RDC. Ensuite, un concert pour la paix, animé par l'orchestre "Cloche Musica", accompagné de trois groupes de rap de Dungu : Dangerous Boys, Negro Immortel et New Youngs a fait danser le public.

Kalemie/Marcelline Comlan

La Journée internationale de la Paix a été célébrée à Kalemie le 19 septembre 2015, quelques jours avant la date officielle du 21 septembre. Des chants et des messages émanant principalement des jeunes ont marqué la cérémonie officielle, qui s'est déroulée au Lycée Amani de Kalemie.

Les Nations Unies ont tenu cette année à encourager la coopération entre toutes les parties prenantes à la promotion de la paix.

Au cours de la cérémonie, les lauréats du concours de rédaction organisé quelques

jours auparavant ont été primés après avoir lu leur production en public, sur le thème que "fais-tu pour la paix dans l'école, dans ton quartier, dans ta communauté ?" Par des mots simples, les lauréats ont appelé les adultes à poursuivre dans la voie de la promotion de la paix, "à refuser la guerre".

Les jeunes du groupe "Pamabo", spécialisé dans l'animation théâtrale ont rappelé dans leur prestation les aspects concrets de la coopération MONUSCO/RDC au niveau provincial, en citant tout particulièrement le succès des patrouilles conjointes militaires, pour protéger les populations civiles, le renforcement des capacités et la professionnalisation de la Police nationale congolaise par l'action de la police de la MONUSCO, la restauration de l'autorité de l'Etat par la construction ou la réhabilitation d'infrastructures comme les commissariats, les prisons, les tribunaux etc...

Beni/Nadietou Zibilila

Pour célébrer la Journée Internationale de la Paix, le Bureau de l'Information Publique, en collaboration avec celui des Affaires Civiles de la MONUSCO Beni, a organisé lundi 21 septembre 2015, un concours de dessin sur le thème de la paix. Trois écoles ont pris part à ce concours: l'Ecole primaire Kilewe, l'Ecole primaire Marie Corançon et l'Académie Bilingue du Congo.

Trois dessins ont été primés à l'issue du concours. Le dessin d'un élève de l'Ecole primaire Kilewe représentant une Colombe comme symbole de la paix; celui d'un élève de l'école primaire Marie Corançon qui a dessiné une arme sous une croix pour dire non à la guerre et enfin, celui d'une élève de

l'Académie Bilingue du Congo qui a symbolisé la paix par une Eglise au milieu d'un village.

Le Chef du bureau de la MONUSCO à Beni, Jacob Mogeni, a saisi cette occasion pour appeler tous les jeunes enrôlés dans les groupes armés actifs dans le territoire de Beni, dont les rebelles Ougandais de l'ADF, à déposer les armes. Il a condamné l'utilisation des enfants dans les groupes armés, en les présentant comme les premières victimes des affres de la guerre.

Le Maire de Beni, Nyonyi Bwanakawa, a tenu à rappeler l'importance de la paix et le rôle que joue la MONUSCO en accompagnant le gouvernement de la RDC, dans sa mission de la restauration de la paix dans le pays et particulièrement à Beni-Ville et territoire. Il a souligné l'importance de la Journée Internationale de la Paix et de la sensibilisation des enfants, car a-t-il déclaré, ils sont "la pépinière pour la stabilité de la RDC".

Bukavu/Alain Likota

A Bukavu, les activités en marge de la célébration de la Journée Internationale de la Paix ont eu lieu le lundi 21 et le mardi 22 septembre 2015. Les autorités provinciales ont pris part à la cérémonie officielle du lundi, qui a été précédée d'une course des jeunes et dénommée RUN FOR PEACE. Le message du Secrétaire Général a été lu par la cheffe de bureau intérimaire de la MONUSCO, puis le vice-gouverneur a prononcé son mot de circonstance. C'est au rythme de l'orchestre de cornemuse du Pakistan que la cérémonie s'est clôturée, avant la visite des stands, érigés par les contingents de la MONUSCO, pour dépeindre la culture de leurs pays re-

spectifs. Mardi 22 septembre 2015, une conférence-débat, sur le thème *Partenariats pour tous, Dignité pour tous* a été organisée, en collaboration avec l'Association A Future For All, à l'intention de 200 jeunes élèves, étudiants et membres de différentes associations de Bukavu.

Kisangani/Lansana Dabo

La Journée internationale de la Paix, édition 2015, a été célébrée, jeudi 24 septembre 2015, à Kisangani et a été rehaussée par la présence du Vice-Gouverneur, M. Pascal Mombi Opana, et par celle du Chef de Bureau de la MONUSCO, Madame Aissetou Sanogo. Il est apparu que les inégalités dans l'accès aux besoins essentiels comme la nourriture, l'eau, la santé, le logement, le travail d'une part, et d'autre part les inégalités persistantes entre l'homme et la femme dans l'exercice des droits fondamentaux, au niveau national, sont des dangers qui menacent la paix. Dans le contexte de la mondialisation, c'est ensemble, en tant que partenaires que les Etats peuvent créer des nouvelles conditions de paix fondées sur la coopération, la solidarité entre nations, le dialogue des civilisations et des cultures.

Dans son mot de circonstance, le responsable des scouts de la ville de Kisangani, M. Paul Katenga, parlant au nom de la jeunesse de la même ville, a remercié et félicité les responsables de la MONUSCO Kisangani pour avoir impliqué la jeunesse "boyomaise" dans l'organisation de cet événement de portée internationale.

"Nous encourageons le Gouvernement congolais dans la collaboration", a-t-il dit. Pour lui, la paix est une véritable expression du respect de la dignité humaine, une garantie de la justice sociale et du développement, un facteur de bien-être.

"Nous disons Non à l'instrumentalisation des jeunes à des fins politiques, à la corruption, à l'immoralité, à la dislocation des foyers, aux luttes armées, aux violences faites aux enfants et jeunes filles, au terrorisme, à l'insécurité sous toutes ses formes qui ne font qu'endeuiller les familles, condamner les congolais à la misère, les jeunes au chômage et à un avenir à horizon bouché", a-t-il affirmé.

Le Chef du Bureau de la MONUSCO, Madame Aissetou, quant à elle, a reconnu que la province de Kisangani est réellement un havre de paix. Elle a souhaité que la Paix et l'Unité soient une réalité à travers le monde et livré à l'assemblée le message du Secrétaire Général des Nations Unies à l'occasion de cette journée.

Dans son discours, le Vice-Gouverneur de la province de Kisangani, M. Pascal Mombi Opana, a salué le travail que ne cesse d'abattre l'Organisation des Nations Unies



Photo MONUSCO/Carine Tope

Les jeunes de Kasumbalesa (Katanga), après les activités de la Journée internationale de la Paix

pour l'élimination de la guerre, y compris de multiples projets qu'elle parraine dans le but de soutenir la construction d'un monde paisible. Il a rappelé qu'à l'origine des nombreuses tensions qui menacent la paix dans le monde, il y a assurément d'innombrables injustices et inégalités qui sont encore tragiquement présentes dans la société. Pour lui, la reconnaissance de l'égalité essentielle entre les personnes humaines, qui découle de leur dignité transcendante, constitue un élément capital pour l'édification de la paix à travers le monde. *"Pour réaliser cet idéal, nous devons, nous tous, nous laisser guider par une vision de la personne qui ne soit pas corrompue par les préjugés idéologiques et culturels, ou par des intérêts politiques et*

économiques qui incitent à la haine et à la violence. Il s'agit d'un effort que toutes les nations du monde doivent fournir, à travers la culture de la paix, du dialogue et de la non-violence", a-t-il martelé.

Le Vice-Gouverneur a, par ailleurs, estimé qu'au niveau national, le renforcement de la culture de la paix exige une révision et adaptation des programmes d'enseignement dans le but de promouvoir des valeurs, des comportements et des modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et les négociations entre les individus et les groupes. Dans le contexte de la mondialisation, a-t-il poursuivi, aucun Etat aussi puissant soit-il ne peut assurer la paix à lui seul.

"C'est ensemble, en tant que partenaire, que nous pouvons créer de nouvelles conditions de paix fondées sur la coopération, la solidarité entre nation, le dialogue des civilisations et des cultures. J'invite chaque acteur et chaque partenaire ici présent à œuvrer toujours pour la paix, afin d'assurer la dignité et l'épanouissement harmonieux de l'être humain créé à l'image de Dieu", a-t-il conclu.

Les cérémonies se sont clôturées par deux conférences débats autour des thèmes *"Jeunesse, Scoutisme et Paix"* et *"Jeunesse: Partenaire pour la Paix"* respectivement animées par Paul Katenga, responsable des scouts de la ville de Kisangani et Maître Jean-François Alauwa, responsable d'un groupe des jeunes dénommé *"boîte noire"* ■

2^{ème} édition de Peace One Day, dans les pays des Grands Lacs, célébrée à Kigali

Après Goma, la capitale du Nord Kivu, le 21 septembre 2014, c'était au tour de Kigali d'abriter l'édition 2015 de Peace One Day. Le théâtre des manifestations était situé au stade olympique AMAHORO de Kigali, où plus de trois mille personnes, en majorité des jeunes, étaient au rendez-vous du 21 septembre.

✎ Par Amadou Ba/MONUSCO

C'est en 1999 que Jeremy Gilley a fondé Peace One Day comme une organisation à but non lucratif. En 2001, ses efforts ont été récompensés, quand les États membres des Nations Unies ont adopté à l'unanimité la première journée annuelle mondiale de cessez-le-feu et de non-violence, le 21 septembre: la Journée internationale de la Paix.

L'objectif de Peace One Day est d'institutionnaliser la journée du 21 septembre afin d'en faire une journée durable d'unité mondiale et de coopération interculturelle à l'échelle internationale.

Encouragé par la diminution de 70 % d'incidents violents constatée durant la Journée de la paix en Afghanistan et dans le but de réaliser ses projets, Jeremy Gilley a lancé, en 2012, la campagne "Trêve mon-



Photo MONUSCO/Amadou Ba

La cantatrice rwandaise Knowless sur la scène de Peace One Day, lundi 21 septembre 2015, à Kigali au Rwanda

diale" comprenant la création d'une série de coalitions en collaboration avec Peace One Day: la coalition des ONG, la coalition "réduire la violence domestique", la coalition étudiante et le réseau d'écoles.

En 2014, le rapport Peace One Day 2014, établi avec le soutien de McKinsey & Company, a révélé que plus d'un milliard de personnes avaient été exposées aux messages de Peace One Day. Parmi les personnes sensibilisées, 610 millions ont désormais connaissance de la Journée de la Paix, et on estime que 10 millions d'entre elles ont adopté, suite à cela, un comportement plus

pacifique ce jour-là. Ce pas en avant a créé une base solide visant à diffuser le message de la Journée de la Paix, à 3 milliards de personnes d'ici à 2016.

L'édition de Kigali en 2015 a mis l'accent sur la problématique de la stabilité et de la paix durable dans la région des Grands Lacs. Les messages délivrés à la fois par les différentes autorités présentes aux cérémonies, les artistes musiciens ainsi que les jeunes du Rwanda et la RDC ont porté sur un seul leitmotiv: *"Non à la guerre, oui pour la stabilité et la paix, pour le développement dans la sous-région de Grands Lacs"* ■



Photo MONUSCO/Anne Herman

Martin Kobler avec les représentants des femmes et de la jeunesse de l'Ituri

Les Adieux de la MONUSCO à Martin Kobler

Martin Kobler, chef de la mission de l'ONU en République démocratique du Congo a quitté la RDC vendredi 25 septembre 2015, après deux ans passés dans ce pays, à la tête de la plus grande Mission de maintien de la paix du monde. "Je suis tombé en amour avec la RDC; je sais que je reviendrai au Congo, ce formidable pays avec des paysages magnifiques et une population courageuse", ont été les premiers mots de Kobler devant la presse. Pour le diplomate allemand, l'heure du bilan avait sonné et il n'y est pas allé avec le dos de la cuillère, en faisant le point et en jetant un regard rétrospectif sur les réalisations accomplies par la Mission. Martin Kobler a exprimé sa satisfaction et sa fierté pour le travail accompli mais aussi sa frustration, à propos du "blocage" de la dynamique mise en oeuvre pour lutter contre les groupes armés.

Par Alphonse Yulu/MONUSCO

Le diplomate onusien, qui a pris ses fonctions de Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Mission de stabilisation en RDC (MONUSCO) en août 2013 a tenu sa dernière conférence de presse le mercredi 23 septembre.

Martin Kobler a délivré un message d'espoir concernant la tenue de la présidentielle en 2016. Pour lui, il n'est pas l'heure de parler de glissement, mais il faut s'organiser au plus vite pour que cette présidentielle puisse se tenir en 2016, comme le veut la Constitution. "Je suis très confiant, nous avons 14 mois, jusqu'au mois de novembre 2016 et je ne vois aucune raison pour que cela ne soit pas possible. Il faut prendre les dispositions techniques pour organiser les élections et je crois que 14 mois, c'est amplement suffisant, s'il y a la volonté politique".

L'équation élection

C'est par ce message positif qu'il a démarré en parlant du calendrier électoral, mis à mal ces

dernières semaines. "Il faut vraiment, maintenant, circonscrire les problèmes qui n'ont pas encore été résolus", reconnaît Martin Kobler. Et d'ajouter, "On n'a pas besoin d'être prophète pour dire que les élections locales ne pourront avoir lieu au mois d'octobre 2015, parce que c'est demain, ou après-demain. C'est pourquoi il faut un calendrier électoral réaliste, qui doit être financé". Autre problème à régler, selon Martin Kobler, l'inscription des nouveaux majeurs sur le fichier électoral. Il faut fiabiliser les nouveaux fichiers, et inclure les nouveaux majeurs dans le fichier électoral. Au-delà de ces problèmes, c'est un message plus global que Martin Kobler a tenu à faire passer: "Ce qui est très important, c'est de donner un espace à l'opposition, à la société civile, pour un processus électoral transparent et apaisé. C'est la chose la plus importante: utiliser la parole, et pas la violence".

Devant le personnel des Nations Unies réuni au quartier général de la MONUSCO, à Kinshasa, M. Kobler qui a eu droit aux hon-

neurs militaires du contingent ghanéen, visiblement ému, accompagné par ses deux adjoints, a déclaré "je crois avoir répondu aux attentes de la population, notamment de promouvoir la paix et la stabilité; je reconnais qu'il reste encore beaucoup à faire; certains groupes armés ont été effectivement neutralisés comme le M23". Le commandant de la Force et moi-même avons pris la courageuse décision de mettre fin à toute cohabitation avec les groupes armés négatifs. S'il y a une chose à regretter, c'est le blocage de la dynamique que nous avons mise en place dans la lutte contre les groupes armés. Martin Kobler a félicité tout le personnel de la MONUSCO pour avoir su apporter une collaboration sans faille qui a permis de réaliser des succès car, a-t-il ajouté, "nous étions là pour servir la population, la sécuriser et contribuer à son bien-être".

M. Kobler a en outre reconnu que la vraie richesse de ce pays réside non seulement dans son sous-sol, sa faune et sa flore, mais également et surtout dans sa population en majorité composée des jeunes. "Je pars le cœur lourd, un sentiment de déchirement, je laisse une partie de mon cœur au Congo et je compte y revenir pour voir l'aboutissement heureux de ce que nous avons commencé ensemble", a-t-il conclu.

C'est en août 2013 que M. Kobler avait pris ses fonctions en tant que Représentant spécial du Secrétaire des Nations Unies en RDC, après avoir assumé les charges de Représentant Spécial et Chef de la Mission d'Assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) où il avait travaillé sans relâche, de manière exemplaire, courageuse et novatrice pour promouvoir les valeurs et les politiques des Nations Unies.

En arrivant à la tête de la MONUSCO, M. Kobler a apporté avec lui une vaste et riche expérience dans l'élaboration des politiques internationales relatives aux zones de conflit, compte tenu de son expérience de plus de 25 ans au Ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne et aux Nations Unies, en tant que haut fonctionnaire.

C'est donc avec un grand honneur et un dévouement profond que Martin, comme l'appellent affectueusement ses proches collaborateurs, a poursuivi le travail de ses prédécesseurs, en contribuant pendant deux ans pour accompagner les autorités congolaises à relever les multiples défis auxquels la RDC fait face.

Le mandat qui lui a été confié par le Conseil de Sécurité à travers la MONUSCO était d'une importance majeure, comme il a eu à le dire dès les premières heures de sa prise de fonction. "Nous avons la responsabilité de servir le peuple congolais et de l'aider à s'extirper de l'ombre d'un conflit vicieux qui a duré trop longtemps". Bon vent Martin ■

Martin Kobler fait son bilan

Dans une interview qu'il a accordée à la Radio Okapi à la veille de son départ, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC a jeté un regard lucide sur le travail qu'il a accompli, avant de lancer un message au peuple congolais et aux acteurs politiques. "Preservons la paix". Interview.

Vous avez pris vos fonctions le 13 août 2013, vous arrivez fin mandat le 31 octobre 2015, cela va donc faire exactement 26 mois, quel bilan faites-vous de votre travail en RDC?

Je pars d'ici avec un sentiment de satisfaction et de fierté; satisfaction parce qu'on a vraiment réalisé beaucoup avec la défaite du M23, c'était au début du mois d'août 2013. Cela avait développé une dynamique qui est encore là. Si vous voyez Goma aujourd'hui et Goma au mois d'août 2013; il y a vraiment une différence – C'est très satisfaisant, je suis très fier du professionnalisme et de l'engagement de nos collègues – C'était vraiment la période la plus satisfaisante de ma vie professionnelle.

Y a-t-il des choses que vous auriez voulu faire que vous n'avez pas pu réaliser pendant ce mandat?

La MONUC, la MONUSCO est ici depuis plus de 10 ans; on a eu beaucoup des Représentants spéciaux qui partent toujours avec le sentiment de n'avoir pas tout achevé leurs tâches. Il y a un blocage au niveau des opérations contre les FDLR. On a le blocage parce que le Gouvernement a décidé de ne pas coopérer avec la MONUSCO. Il faut le débloquent, c'est très important parce que l'union fait la force. Je voyage pour New York bientôt pour participer à la réunion du Conseil de Sécurité; le Ministre des Affaires étrangères Mr. Raymond Tshibanda sera là; et nous continuerons la discussion. Je suis aussi très fier car nous avons maintenu une très bonne relation avec le gouvernement. Le Président a envoyé son appréciation via le Premier Ministre hier, il a dit qu'il est satisfait du travail réalisé, mais naturellement on a des divergences de vue comme dans les opérations à l'Est. On doit reprendre la collaboration, je suis très très confiant que ça va marcher

Martin Kobler, en principe votre séjour devrait aller jusque au 31 octobre mais vous quittez la RDC ce soir le 25 septembre – Pourquoi ce départ quelque peu précipité?

Non, ce n'est pas du tout précipité – parce que le calendrier du Conseil de Sécurité n'était pas fait pour moi – Le lundi déjà nous avons le sommet avec le Président Obama aux Nations Unies sur le maintien de la paix – le mardi nous avons la réunion avec les Chefs d'Etat à New York, sur les mécanismes de suivi de l'Accord d'Addis-Abeba et le 6 octobre on a la réunion du Conseil de Sécurité. Vous voyez donc que les jours sont remplis avec beaucoup d'activités au sein des Nations Unies.



Martin Kobler et ses deux adjoints (en arrière plan) à son départ de la MONUSCO
Photo MONUSCO/John Bompengo

Lundi vous allez parler avec le Président américain Barack Obama, la situation de la RDC sera-t-elle à l'ordre du jour?

Oui, la situation de la RDC sera à l'ordre du jour, nous avons le Ministre des Affaires étrangères qui sera là; le Président lui-même a dit qu'il ne sera pas présent à ce rendez-vous mais les autres Chefs d'Etat seront là. Les mécanismes de suivi régional, c'est très important; c'est pour cela que les Présidents Kagame du Rwanda et Zuma de l'Afrique du Sud et d'autres dirigeants comme le Président Museveni y seront. Bref tous les dirigeants de la région, c'est toujours une très bonne occasion de discuter des problèmes et aussi de trouver des solutions pour la Région des Grands Lacs.

M. le Représentant spécial, votre départ de la RDC intervient alors que le pays vit dans un climat politique tendu autour du débat

sur l'impératif du respect de la Constitution. Vous étiez disposé à jouer les bons offices entre la majorité présidentielle et l'opposition; mais vous partez sans avoir obtenu le dialogue politique entre acteurs politiques congolais. Est ce qu'en quittant la RDC vous croyez vraiment encore en ce dialogue?

Dans une démocratie la période électorale, pas seulement au Congo, mais aussi en Allemagne mon pays d'origine est aussi tendue. Une période électorale est toujours une période qui est difficile parce que ceux qui sont au pouvoir veulent rester au pouvoir et l'opposition qui n'est pas au pouvoir veut prendre le pouvoir alors c'est une chose qui est tout à fait normale dans un pays démocratique. Par rapport à votre question nous nous focalisons sur les élections présidentielles et législatives au mois de novembre 2016, maintenant nous sommes au mois de septembre 2015, on a assez de temps pour régler les problèmes : la séquence pour le calendrier électoral, le problème de l'inclusion des nouveaux majeurs dans le fichier électoral, trouver de l'argent pour le budget des élections. C'est pourquoi il faut immédiatement s'atteler aux problèmes pour les résoudre. Je suis confiant, techniquement les élections présidentielles et législatives pourront avoir lieu au mois de novembre 2016.

M. Kobler, au moment où vous quittez la RDC, quel est votre message en direction du peuple congolais et des acteurs politiques congolais?

Mon message au peuple congolais, c'est une déclaration d'amour parce que je suis tombé en amour avec le peuple congolais. C'est pourquoi mon départ est très très difficile émotionnellement. J'ai beaucoup voyagé, j'ai survolé avec nos hélicoptères, pendant plusieurs centaines d'heures, la République démocratique du Congo, même les parcs nationaux à Kundelungu, à Epulu, la réserve des Okapis. Je suis monté sur le Nyiragongo, j'ai marché dans des villages, j'ai parlé avec les mamans du marché et j'ai toujours essayé de maintenir le contact avec la population. Je dis toujours oui vous avez des richesses sous terre, mais la vraie richesse c'est sur la terre, c'est la population, les hommes, les femmes, les jeunes du Congo. J'admire l'hospitalité, la cordialité du peuple congolais, j'admire la nature de ce pays.

Je vous souhaite bonne chance ■



SE CONNECTER À NOUS

www.monusco.unmissions.org
www.facebook.com/monusco.org
www.twitter.com/monusco
www.youtube.com/monusco
www.flickr.com/monusco